

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 08 Octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRIADIS Services**

ZI Haie des Cognets  
11, avenue de Bellevue  
35136 Saint-Jacques-De-La-Lande

Références : UD35/2024-560  
Code AIOT : 0005516058

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2024 dans l'établissement TRIADIS Services implanté ZI Haie des Cognets 11, avenue de Bellevue 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande. L'inspection a été annoncée le 04/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection porte sur le contrôle du respect des prescriptions en lien avec le BREF WT auquel est assujéti l'établissement en raison de ses activités de tri transit et traitement de déchets dangereux et non dangereux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRIADIS Services
- ZI Haie des Cognets 11, avenue de Bellevue 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande
- Code AIOT : 0005516058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement est dédié au tri-transit-regroupement de déchets dangereux et non-dangereux, provenant notamment des déchetteries.

**Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 4.2.10	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 3.1.4
3	Emissions sonores	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 9.4
4	Gestion des odeurs	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1-III
5	Réduction des émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1-VI
6	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1-IX
7	Campagne PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont mis en évidence une gestion correcte des installations en termes d'émissions atmosphériques, aqueuses et sonores avec un respect global des valeurs limites d'émission imposées et des niveaux d'émissions associés aux meilleurs techniques disponibles du BREF WT applicables.

Les modalités de rejet des eaux pluviales ayant été modifiées sans information préalable de l'administration, l'inspection rappelle que toute modification des conditions d'exploiter les installations doit faire l'objet d'un porter à connaissance préalable de l'administration.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 3.1.4				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
L'exploitant est tenu de respecter pour les rejets canalisés à l'atmosphère issus du broyeur d'emballages de déchets pâteux (point de rejet n°1) et du poste de déconditionnement des produits solvants et phytosanitaires (point de rejet n°2) les périodicités minimales de surveillance et les valeurs limites en concentration ci-dessous définies (sous réserve de dispositions plus contraignantes des arrêtés ministériels en vigueur) :				
Paramètre	Fréquence (jusqu'au 16/08/22)	Fréquence (applicables à compter du 17/08/22)	VLE (jusqu'au 16/08/22)	VLE (applicables à compter du 17/08/22)
Poussières	annuel	semestriel	-	5 mg/Nm3
COVT	annuel	semestriel	-	30 mg/Nm3 (1)
PCDD/F	-	annuel	-	-
<p>1 La valeur limite ne s'applique pas lorsque le flux est inférieur à 2 kg/h au point d'émission, à condition qu'aucune substance CMR ne soit pertinente pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED</p>				
<b>Constats :</b>				
Les résultats des contrôles semestriels 2023 et 2024 respectent des VLE pour les différents paramètres.				
L'inspection relève néanmoins une forte variation des émissions de COVT entre 2023 et 2024 sur les 2 émissaires alors que les conditions de fonctionnement sont indiquées normales et stables lors des 4 campagnes. L'exploitant indique que ces variations peuvent s'expliquer du fait des types produits qui sont traités lors des contrôles des rejets atmosphériques, notamment lorsqu'il s'agit de produits phytosanitaires.				
Ces émissions ne font pas l'objet de déclaration dans GERE pour les paramètres surveillés car les quantités émises sont inférieures aux seuils de l'AM du 31/01/18 pour poussières (seuil à 100t/an) et COVT (seuil à 30t/an) : les quantités maximales émises sont estimées à un peu plus de 3 tonnes/an pour les COVT et 20kg/an pour les poussières.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

**N° 2 : Rejets aqueux****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 4.2.10**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance**Prescription contrôlée :**

Les effluents rejetés dans la réserve communale d'eaux incendie doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Caractéristiques des effluents	unités	Concentrations limites de rejet
Débit maximal	m <sup>3</sup> /h	36
pH		6,5 à 8
Température	°C	30
DCO	mg d'O <sub>2</sub> /l	90
DBO5	mg d'O <sub>2</sub> /l	30
COT	mg/l	20
MES	mg/l	30
NTK (exprimé en N)	mg/l	15
Phosphore total	mg/l	0,25
Hydrocarbures (NFT 90.023)	mg/l	15
Phénols	mg/l	0,1
Cyanure	mg/l	0,1
Métaux lourds dont - Cr6+ - Cr3+ - Cd	mg/l	5 0,1 1 0,1
Nitrates	mg/l	40
Nitrites	mg/l	1
Ammoniaque	mg/l	0,5
Phosphates	mg/l	1
Pesticides totaux	mg/l	0,001
Trichloréthylène	mg/l	0,5
Perchloréthylène	mg/l	0,5
Mercure	mg/l	0,05

**Constats :**

Les résultats des analyses 2024 des eaux pluviales avant chaque rejet dans la réserve communale d'eaux incendie relève 2 dépassements :

- en ammonium, le 18/03/24 : 0,71 mg/L pour une limite à 0,5 mg/l
- en pesticides totaux : le 19/06/24 : 1,989 µg/L pour une limite à 1 µg/L

Concernant le dépassement en pesticides totaux, l'exploitant précise que les valeurs mesurées pour chaque pesticide individuellement ne dépassent pas les limites de quantification du laboratoire mais une fois sommées, elles peuvent dépasser la valeur limite fixée pour les pesticides totaux.

Concernant le dépassement en ammonium, l'exploitant explique que de tels dépassements étaient fréquents avant l'installation d'un filtre à sable en août 2023 en raison d'une accumulation de matières en suspension en entrée du charbon actif.

Depuis la mise en fonctionnement du filtre à sable, les résultats de contrôle sont conformes aux valeurs limites d'émission. Par contre, le rejet ne se fait plus par bâchée mais en continu avec un débit de 1,5 à 3m<sup>3</sup>/h, afin de maintenir l'efficacité du filtre à sable. Cette modification des conditions d'exploiter n'a pas été portée à la connaissance de l'administration.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Demande d'action corrective :

**> Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'administration un porter à connaissance relatif aux modifications apportées aux conditions de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Il précisera également si cela conduit à une évolution de son programme de surveillance.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 3 : Emissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La dernière mesure des émissions sonores du site a été réalisée le 19 mai 2021. Les niveaux de bruit mesurés en limite de site respectent les seuils réglementaires définis dans l'AP d'exploiter en période diurne et nocturne.  L'inspection constate que l'émergence n'a pas fait l'objet de contrôle depuis 2012. L'exploitant indique que les premières zones à émergence réglementée sont situées à environ 500 m à l'Est de l'installation [d'après l'étude des dangers en vigueur, la première habitation se situe à 400 m au Nord du site] et qu'une mesure de l'émergence à cette distance n'aurait pas d'intérêt, d'autant plus que l'aéroport est relativement proche du site (pistes à environ 730 m au Sud).  Il indique qu'en 2012 l'émergence a été mesurée en limite du site et n'a pas révélé de non-conformités aux prescriptions applicables. Aucune plainte relative au bruit n'est recensée pour cet établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Gestion des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED WT
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes : a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets (...) Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;</li><li>- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;</li><li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;</li><li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique ne pas avoir mis en œuvre les mesures proposées dans son dossier de réexamen IED (formation d'un nez et réalisation de campagnes de mesures régulières de COV à l'aide d'un PID) étant donné que les 2 sources d'odeurs identifiées, que sont la fosse des hydrocureurs et le broyeur non capoté de déchets, ont été arrêtés respectivement à l'été 2024 et en 2020.  L'inspection a pu constater lors de la visite du site que la fosse des hydrocureurs est vide et nettoyée et qu'il n'y a pas de broyeur non capoté de déchets sur le site (seul un broyeur/déchiqueteur est présent en bâtiment).  <b>&gt; L'inspection prend acte de l'arrêt de ces activités qui devront faire l'objet d'un porter à connaissance préalable en cas de reprise.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 5 : Réduction des émissions atmosphériques diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1-VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED WT
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : a- Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses ; b- Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité ; c- Prévention de la corrosion ; d- Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses ; e- Humidification ; f- Maintenance ; g- Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets ; h- Programme de détection et réparation des fuites (LDAR).
<b>Constats :</b>  Afin de limiter les émissions diffuses de poussière susceptibles d'être générées par le broyeur/déchiqueteur de déchets et de COV susceptibles d'être générées par les opérations de reconditionnement des produits phytosanitaires et solvants, une aspiration continue et un traitement par filtre à manche et charbon actif de ses émissions atmosphériques est assuré.  L'exploitant précise que le démarrage du broyeur est asservi au fonctionnement de l'aspiration. En cas de dysfonctionnement de celle-ci le broyeur s'arrête. Le remplacement des filtres est réalisé selon une périodicité annuelle. Le dernier remplacement a été réalisé le 31 janvier 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Efficacité énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article 3.1-IX
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED WT
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un plan d'efficacité énergétique : <ul style="list-style-type: none"><li>- permettant de définir et de calculer la consommation d'énergie spécifique à ses activités de traitement de déchets ainsi que d'identifier les caractéristiques de l'installation qui ont une influence sur l'efficacité énergétique qui doivent faire l'objet de procédures de suivi ;</li><li>- déterminant des indicateurs de performance annuelle ;</li><li>- prévoyant des objectifs d'amélioration périodique.</li></ul> L'exploitant réalise un bilan énergétique annuel, comprenant des informations sur la consommation et la production d'énergie (y compris l'énergie exportée en dehors de l'installation), par type de source, ainsi que des diagrammes thermiques montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé.
<b>Constats :</b>  Un diagnostic écoflux a été réalisé le 06/02/23 et est prévu d'être renouvelé en 2026. Il identifie des préconisations pour améliorer la performance énergétique du site, en réduisant les consommations d'énergie (enjeu financier prépondérant pour le site) et d'eau essentiellement.  La mise en œuvre de ces préconisations fait l'objet d'un plan d'action régulièrement mis à jour. Il n'a pas été défini de consommation d'énergie spécifique, plus adaptée aux installations de traitement qu'aux installations de transit de déchet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Campagne PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  Les mesures de PFAS réalisées en mars, avril et mai 2024 identifient des quantités supérieures aux limites de quantification du laboratoire (2 µg/l) pour le paramètre AOF (Adsorption du Fluor organique qui estime la quantité totale de substances PFAS présente) et plus importantes en aval qu'en amont du site.  L'exploitant n'a pas identifié de sources particulières de PFAS liées aux activités menées sur site en dehors des émulseurs nécessaires à la défense incendie des installations. Ces derniers contiennent des PFAS et une réflexion est engagée par l'exploitant pour les remplacer.  La décision a été prise au niveau du groupe de mettre en œuvre une surveillance des PFAS tous les 2 mois pendant un an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite